

L'histoire du temps présent

A propos des souvenirs de guerre de Jean Hamilius

Denis Scuto



A partir de ce samedi, le Tageblatt propose une nouvelle rubrique: L'histoire du temps présent, écrite par l'historien Denis Scuto, docteur en histoire et assistant-professeur en histoire contemporaine luxembourgeoise à l'Université du Luxembourg. Dans ses chroniques, l'auteur tentera d'analyser de façon critique, avec le regard de l'historien, la société et le monde politique actuels, d'éclairer les différents passés présents dans notre présent, mais aussi de questionner les usages actuels du passé, les discours qui sont produits sur l'histoire de ce pays et des hommes et des femmes qui l'ont construit. Il s'agira

e.a. de montrer comment des expériences historiques du 20^e siècle pèsent sur les décisions politiques prises au 21^e, dans quelles traditions historiques elles peuvent être placées, de mettre en perspective des notions clés de notre époque comme la nation, l'identité, l'immigration, l'intégration, l'Etat-providence, la construction européenne, etc. Le tout dans un esprit bien résumé par l'historien français Gérard Noiriel: „L'histoire est critique ou n'est pas. En même temps, une réflexion critique sur notre société contemporaine qui ne prendrait pas en compte son histoire est impossible.“

En novembre 2014, les Mémoires de l'homme politique libéral et homme d'affaires Jean Hamilius ont été publiées. Elles se retrouvent entretemps tout en haut de la liste nationale des best-sellers. Et comme le public, je ne peux en tant qu'historien que saluer l'initiative d'un homme politique qui relève le défi d'écrire son autobiographie et nous permet ainsi de mieux comprendre l'histoire récente du pays. Dans la préface (p. 13), l'auteur explique les raisons de cette entreprise. Un article de l'historien Vincent Artuso, auteur d'une thèse de doctorat sur la Collaboration au Luxembourg, paru en novembre 2011 dans le *Lëtzebuurger Land* et intitulé *Dépasser le mythe national*, l'aurait poussé à rédiger ses Mémoires.

Vincent Artuso aurait reproché à tort à la majorité de la population luxembourgeoise une attitude passive pendant la guerre. En fait, dans cet article, Artuso écrivait que Paul Dostert déjà, dans sa thèse publiée en 1985, soulignait cette attitude passive.

Les passages consacrés à la guerre dans les Mémoires de Jean Hamilius montrent surtout à quel point le mythe national à dépasser reste vivace auprès des générations plus âgées. Un mythe que les élites luxembourgeoises ont forgé dès la fin de la guerre et que le ministre d'Etat Pierre Dupong résuma ainsi en avril 1945 devant l'Assemblée consultative:

„J'ai toujours défendu la thèse que le peuple luxembourgeois a résisté dans sa presque totalité, les uns de cette façon, les autres d'une autre façon, les uns par des actes d'héroïsme, les autres par des actes de résistance passive, et tous ceux-ci ont le droit de se réclamer de la Résistance. C'est justement ce fait qui nous a rendus si forts à l'étranger. La résistance organisée était un fait. Nous nous sommes basés sur les renseignements obtenus conformes à cette vérité. Ces renseignements nous ont clairement démontré que le nombre de traîtres véritables était d'une infime minorité et que la grande masse du peuple luxembourgeois a résisté autant qu'elle a pu.“

Ce mythe a notamment permis au Luxembourg d'apporter une légitimité historique symbolique à son rang de pays à placer parmi les Alliés (d'où la référence de Dupong „à l'étranger“). Et chaque citoyen, chaque groupe de ci-

toyens, s'il voulait jouer un rôle important dans le Luxembourg d'après-guerre, était appelé à s'associer à cette mémoire résistante.

„Story nationale“

Voilà une des raisons pourquoi Jean Hamilius demande toujours aux Luxembourgeois d'aujourd'hui de croire au mythe de la nation résistante. Voilà également pourquoi nous retrouvons dans ses Souvenirs les quatre moments clés de cette story nationale, moments qui ont été gravés dans le marbre par les médias et les fêtes commémoratives depuis la guerre: Spéngelskriech et destruction de la Gëlle Fra en 1940, recensement du 10 octobre 1941, grève du 31 août 1942. Quatre événements des trois premières années de guerre, pour faire comme si, dès le début du conflit, les Luxembourgeois s'étaient dressés contre l'Occupant, ou comme titre Jean Hamilius (p. 47): „Ein Land stellt sich quer“.

Mais d'autres raisons interviennent, et je m'en suis rendu compte en visitant récemment aux Archives nationales à Paris l'exposition „La Collaboration: Vichy-Paris-Berlin (1940-1945)“.

Premièrement, comme en France, dans la représentation de la guerre, et particulièrement de la Résistance et de la Collaboration, deux registres sont confondus de façon permanente, celui de l'action et celui de l'opinion. Si nous nous concentrons sur l'état de l'opinion, toutes les sources, luxembourgeoises, allemandes ou alliées, montrent que la majorité de la population luxembourgeoise était contre l'Occupation allemande et a rejeté de plus en plus, au fil des années de guerre, la Collaboration et les collaborateurs.

Or, Jean Hamilius et beaucoup d'autres glissent de l'opinion à l'action et suggèrent à tort que les Luxembourgeois ont majoritairement participé de façon active à la Résistance. Mais seulement une minorité de Luxembourgeois

(et d'étrangers qui vivaient et travaillaient au Luxembourg) faisaient partie de la Résistance organisée, même si cette minorité a vu ses rangs grossir au fil de la guerre et surtout après l'enrôlement de force des jeunes Luxembourgeois. A l'inverse, il faut tout aussi bien veiller à ne pas dérapier de l'action à l'opinion. Le fait que seulement quelques pour cents de la population ont résisté en actes ne signifie pas – comme je l'ai déjà relevé – que les autres, la majorité, aient accepté l'Occupation ou la Collaboration.

Confusion

Deuxièmement, en ce qui concerne la Collaboration, il est important de signaler que les travaux de Vincent Artuso, mais aussi avant lui de Henri Koch-Kent, Paul Cerf, Henri Wehenkel, Paul Dostert, Emile Haag, Emile Krier, Claude Wey, Lucien Blau, Benoît Majerus permettent d'éclairer assez bien ce complexe phénomène.

Malgré cela, ici également, il règne une confusion entre deux catégories différentes d'acteurs de la collaboration entre Luxembourgeois et occupants allemands: d'un côté ceux que l'historiographie française a appelé les „collaborationnistes“, convaincus de l'idéologie nazie

ou fasciste, qu'ils veulent voir triompher au Grand-Duché et de l'autre côté – même si les passerelles entre ces personnes et ces groupes restent à étudier – des acteurs qui collaborent pour d'autres raisons avec l'occupant, sur le plan politique, économique, culturel, qui s'adaptent, s'accommodent comme l'écrit Vincent Artuso, dont par exemple:

– la Commission administrative, la Chambre des Députés, le Conseil d'Etat qui décident de collaborer en 1940 dans l'espoir de sauvegarder une forme d'indépendance pour le Grand-Duché au sein d'un nouvel ordre européen dominé par l'Allemagne nazie victorieuse ou bien, pour certains hommes politiques, parce qu'ils rêvent d'une sorte de Vichy à la luxembourgeoise;

– des entreprises, des commerçants qui ont voulu profiter de la guerre ou alors ont dû collaborer pour ne pas fermer boutique;

– des fonctionnaires qui appliquent des ordres et deviennent membres de la Volksdeutsche Bewegung, les uns plus tôt parce qu'ils se disent que côté carrière, l'Allemagne c'est miser sur le bon cheval, les autres, la majorité, parce qu'ils sont mis sous pression;

– des artistes, écrivains, journalistes, qui collaborent parce qu'ils veulent continuer d'exposer, de publier, de travailler.

Le débat autour de l'exposition consacrée au peintre Théo Kerg, emprisonné pour faits de collaboration à la Libération, a montré qu'il n'est pas évident de tenir compte de cette complexité. Après la guerre, une épuration judiciaire souvent expéditive et arbitraire a condamné les uns, tout en excluant des poursuites des pans entiers comme la collaboration administrative et économique. Des hauts fonctionnaires qui ont adhéré très tôt, pendant l'été 40, et tout à fait volontairement à la VDB ont été lavés de tout soupçon parce qu'on avait besoin d'eux après la guerre et parce qu'ils avaient eu la bonne idée de venir en aide à des Jongen après 1942. Pourquoi les femmes qui vivaient une relation amoureuse avec un Preiss furent condamnées et leurs enfants leur furent enlevés alors que des fonctionnaires qui appliquaient des ordres antisémites sans tenir compte de leurs conséquences ne furent pas inquiétés?

Voilà seulement quelques réflexions pour montrer que les historiens ne sont ni intéressés à minimiser les actes de résistance ni à exagérer les phénomènes de collaboration, mais tentent de dépasser la réalité historique dans sa diversité et sa complexité déroutantes, tout en sachant que ce tableau sera forcément incomplet. Et que comme historiens, ils se réjouissent de compléter ce tableau grâce au débat et aux échanges avec des témoins comme Jean Hamilius.

